

MSNA 2021 BULLETTIN

RÉSULTATS CLÉS

Mars 2022
SAHEL CENTRAL

APERÇU DES RÉSULTATS CLÉS. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les résultats indiquaient des niveaux de besoins très élevés chez les ménages. Dans ces trois pays, **près de 90% des ménages apparaissent comme ayant des besoins non-satisfaits (score MSNi supérieur ou égal à 3), et entre 40% et 50% des ménages comme ayant des besoins extrêmes non-satisfaits (score MSNi supérieur ou égal à 4).** De plus, la proportion des ménages aux besoins extrêmes non-satisfaits était significativement plus élevée parmi la population déplacée interne (PDI) que parmi la population non-déplacée. Enfin, ces ménages aux besoins extrêmes non-satisfaits semblaient se concentrer particulièrement sur la zone frontalière commune des trois pays, nommée « zone des Trois Frontières » ou « Liptako-Gourma ».

Proportion de ménages ayant des besoins non-satisfaits:

Burkina Faso 94%

Mali 90%

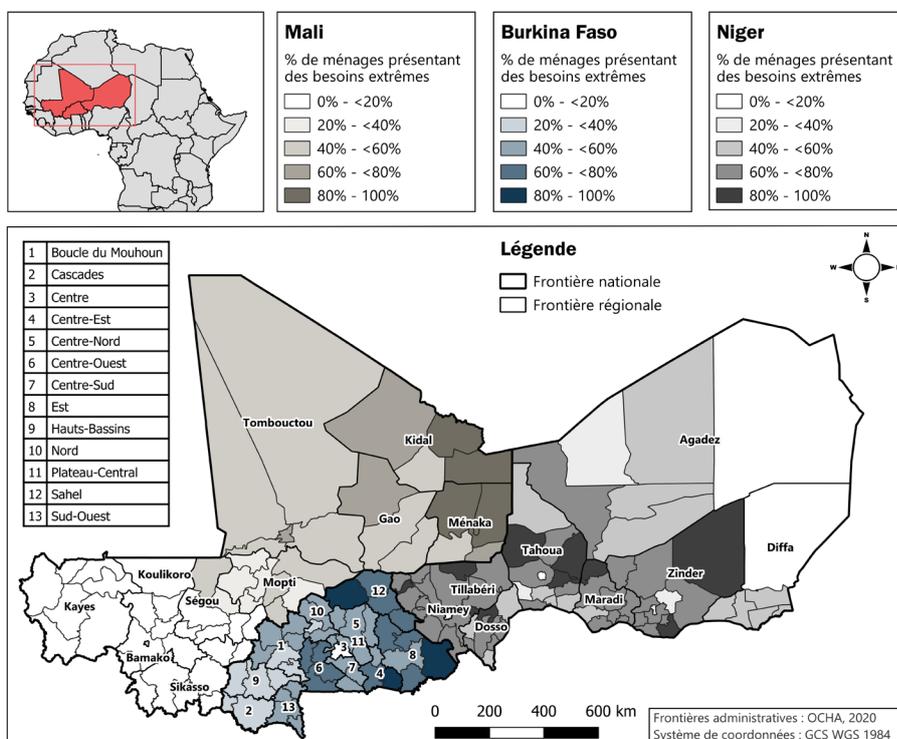
Niger 90%

90%

Près de 90% des ménages dans les trois pays avaient des **besoins non-satisfaits** ; selon le pays, les ménages présentaient le plus souvent des **besoins non-satisfaits en santé et eau, hygiène et assainissement (EHA)** (Burkina Faso), en **protection** (Mali), et en **EHA et éducation** (Niger).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Proportion de ménages avec un score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 4 (besoins « extrêmes ») :



Des besoins généralisés et des niveaux de sévérité plus élevés dans les zones affectées par les conflits

- Les besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire, en abris et en protection étaient particulièrement élevés parmi les ménages résidant dans les régions frontalières des trois pays ainsi que dans le sud du Niger. Cette situation apparaît notamment comme une conséquence de l'insécurité, souvent synonyme d'accès limité aux biens et services de base, de déficit de production de denrées alimentaires et de hausse des prix du marché¹.
- Les besoins non-satisfaits en EHA, en éducation et en santé étaient généralisés sur les trois pays. Ici encore, les ménages présentant des niveaux de besoins extrêmes étaient plus concentrés dans les zones frontalières. Si ces besoins étaient déjà présents par le passé, le déclenchement de conflits armés et les conséquences de l'insécurité semblent les avoir intensifiés¹.

Prévalence des besoins extrêmes non-satisfaits chez les ménages PDI

- Alors que le niveau de besoins non-satisfaits était très élevé parmi l'intégralité des ménages des trois pays, une proportion importante des ménages déplacés (PDI) du Burkina Faso et du Niger faisait face à des besoins extrêmes.
- Ces niveaux de besoins extrêmes semblaient principalement entraînés par des niveaux de besoins extrêmes non-satisfaits en EHA pour tous les groupes de populations, en abris (particulièrement chez les ménages déplacés, retournés et réfugiés) ainsi que – à moindre incidence – en sécurité alimentaire (notamment parmi les ménages déplacés).

¹ ACAPS, Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso (2019). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); World Food Programme (WFP), Conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire dans la région du Liptako-Gourma (Dakar, 2020). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); FEWS NET, Burkina Faso Food Security Outlook, February to September 2022 (2022). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); REACH, Aperçu - WSC Light, Burkina Faso, Février 2022 (Genève, 2022); REACH, Aperçu - WSC Light, Mali, Février 2022 (Genève, 2022).

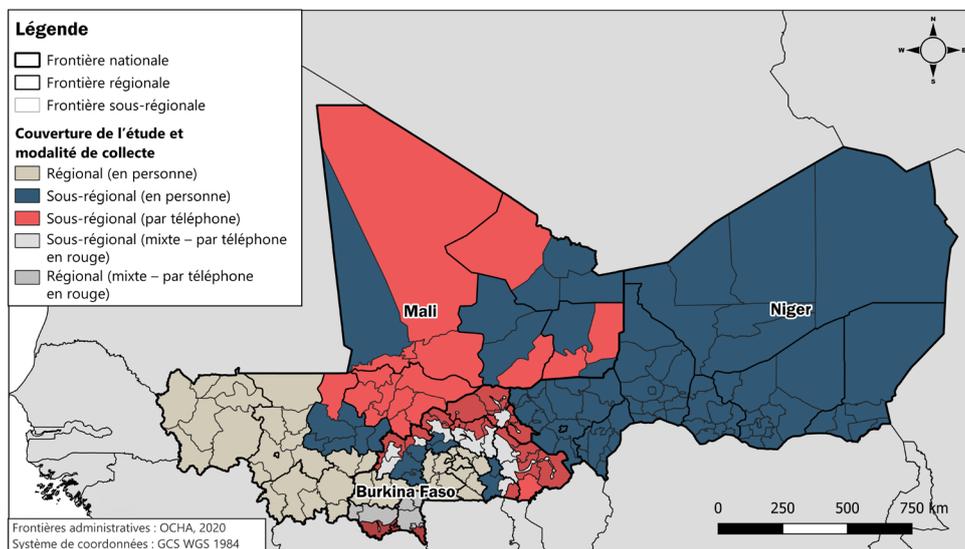
ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) – APERÇU GLOBAL

AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, la région du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) a été touchée par une crise humanitaire croissante. Couplée à des niveaux de pauvreté généralement élevés, l'insécurité liée aux activités des groupes armés non-étatiques rend chaque fois plus limité l'accès aux biens de base ou la présence de services. Ces facteurs sont également la cause de déplacements massifs de populations : en février 2022, 2 244 661 personnes étaient déplacées, parmi lesquelles 2 058 769 personnes déplacées internes (PDI) et 185 892 réfugiés. Sur l'ensemble de cette population déplacée, 71% vivait au Burkina Faso, 16% au Mali, 9% au Niger et 3% en Mauritanie¹. Ces mouvements de population massifs ont entraîné la création de sites de déplacement, tout en accroissant progressivement la pression sur les infrastructures communautaires et les ressources naturelles au sein des communautés d'accueil².

Dans ce contexte et dans le but d'appuyer le processus de prise de décision des acteurs humanitaires dans ces trois pays, REACH a réalisé en 2021 trois évaluations multisectorielles des besoins (« Multi-Sector Needs Assessment » – MSNA) au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ces évaluations ont été conjointement conçues et mises en œuvre avec les structures de coordination et les partenaires dans chaque pays, et visaient principalement à identifier l'amplitude et la sévérité des besoins dans les principaux secteurs humanitaires sur l'ensemble des territoires et pour tous les groupes de population.

Méthodologie. Les collectes de données de ces trois évaluations ont eu lieu sur l'ensemble du territoire des trois pays, et ont été effectuées au niveau des ménages entre juin et août 2021. Au Niger, les ménages ont été sélectionnés à travers un échantillonnage probabiliste, et toutes les enquêtes ont été menées en personne. Toutefois, certaines zones inaccessibles ont été exclues de l'évaluation. Néanmoins, les résultats pour le Niger demeurent statistiquement représentatifs (intervalle de confiance de 95% et marge d'erreur de 10% pour chaque groupe de population au niveau du département). Au Burkina Faso et au Mali, un échantillonnage par grappes (probabiliste) a été utilisé pour les populations non-déplacées dans les zones accessibles, tandis qu'un échantillonnage par quotas (non-probabiliste) a été utilisé pour les ménages déplacés ainsi que pour les populations non-déplacées situées dans les zones inaccessibles. Les enquêtes ont été menées en personne dans les zones accessibles et par téléphone dans les zones inaccessibles. Les résultats pour les ménages déplacés ainsi que pour les ménages non-déplacés en zones inaccessibles sont indicatifs. Les résultats pour les populations non-déplacées situées dans les zones accessibles sont statistiquement représentatifs (intervalle de confiance de 90% et marge d'erreur de 10% par strate (ville, province, région) et par groupe de population au Burkina Faso ; intervalle de confiance de 95% et marge d'erreur de 10% par strate (cercle, région, district) et par groupe de population au Mali). Plus d'informations sur les trois évaluations sont disponibles sur les pages du REACH Resource Centre dédiées au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE ET LIMITATIONS



Remarque : Au Burkina Faso et au Mali, les ménages situés dans les zones inaccessibles ont été enquêtés par téléphone, tandis qu'au Niger, les zones inaccessibles ont été exclues de l'étude. Cela ne concernait que certaines zones au sein de quelques départements du Niger, et n'a in fine pas empêché tous les départements du Niger d'être inclus dans l'évaluation.

CE BRIEF présente les **résultats clés des trois MSNA mises en œuvre en 2021 au Burkina Faso, au Mali et au Niger**. A la lecture des résultats, il est important de prendre en compte les points suivants :

- L'estimation de la proportion de ménages avec des besoins sectoriels (« Living Standard Gaps » - LSG) et des besoins multi-sectoriels (« Multi-Sector Needs Index » - MSNI) est basée sur un cadre analytique commun aux trois pays. Cependant, **il est possible que les résultats ne soient pas toujours directement comparables entre les pays, en raison de la divergence de conceptualisation de la notion de « besoin » entre les trois pays**. Les résultats peuvent toutefois fournir une idée des tendances dans les zones enquêtées.
- Aucune vérification additionnelle n'a été entreprise afin d'attester des différences statistiques parfois existantes entre diverses zones géographiques ou divers groupes de population. En conséquence, **de tels résultats sont présents au sein de ce produit et doivent être interprétés avec prudence**.

¹ International Organization for Migration (IOM), Displacement Tracking Matrix (DTM), Central Sahel & Liptako Gourma, Monthly dashboard #26, 28 February 2022 (Dakar, 2022). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022).

² REACH, MSNA 2021 Bulletin, Résultats Clés, December 2021 (Ouagadougou, 2021). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022).

INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

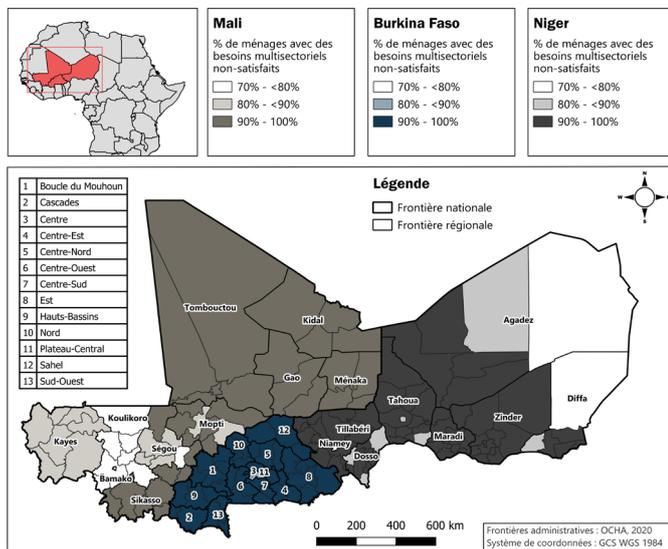
Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

	Burkina Faso	Mali	Niger
4+ (Extrême+)	2%	5%	7%
4 (Extrême)	40%	33%	42%
3 (Sévère)	52%	52%	41%
2 (Préoccupante)	4%	9%	3%
1 (Minimale)	2%	1%	6%

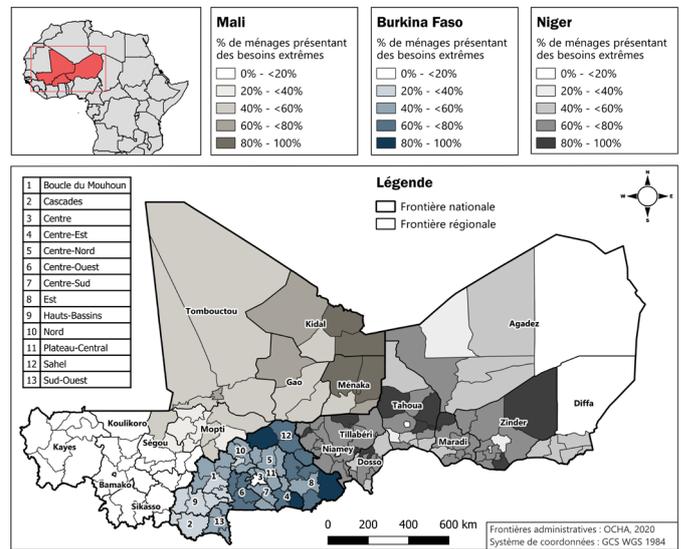
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage. Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée pour chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+. La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composants sectoriels pour chaque pays, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être consultée sur les pages du [REACH Resource Centre](#) dédiées à ces trois pays.

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3 (« sévère ») :



Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 4 (« extrême ») :



DANS LES TROIS PAYS, les résultats des évaluations MSNA classent près de 90% des ménages dans le besoin, et environ 40% à 50% des ménages comme faisant face à des **besoins extrêmes** non-satisfaits.

Si ce constat semble indiquer une situation humanitaire préoccupante et généralisable à l'ensemble de la zone, la sévérité des besoins semble de plus varier selon la région et le groupe de population étudié.

Les ménages présentant des besoins extrêmes non-satisfaits étaient particulièrement concentrés dans les **régions frontalières** des trois pays : dans l'est du Mali, l'est du Burkina Faso, ainsi que dans l'ouest et le sud du Niger. De plus, au Burkina Faso et au Niger, **la proportion de ménages faisant face à des besoins extrêmes non-satisfaits était significativement plus élevée chez les ménages déplacés (PDI)** que chez les ménages non-déplacés.

PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe de population et par phase de sévérité¹:

	Burkina Faso					Mali					Niger				
	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1
Ménages non-déplacés	2%	38%	55%	4%	2%	5%	33%	52%	9%	1%	6%	41%	42%	4%	7%
Ménages déplacés (PDI)	8%	73%	19%	0%	0%	6%	34%	55%	5%	0%	23%	53%	24%	0%	0%
Ménages réfugiés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	8%	44%	47%	1%	0%
Ménages retournés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	9%	53%	35%	3%	1%

¹ Sur l'ensemble de ce brief, les pourcentages ont été arrondis. C'est la raison pour laquelle leur somme n'atteindra pas 100% dans tous les cas.

FACTEURS DETERMINANTS DES BESOINS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET GROUPE DE POPULATION

70%

Plus de 70% des ménages au Burkina Faso et au Niger (et 48% des ménages au Mali) avaient des **besoins non-satisfaits en EHA**; cette proportion était plus élevée parmi les ménages PDI que parmi les ménages non-déplacés.

Profils de besoins les plus communs : au **Mali**, le besoin non-satisfait le plus récurrent parmi les ménages était un **besoin en protection**. Au **Burkina Faso**, les ménages présentaient le plus souvent des **besoins non-satisfaits en EHA et en santé**, tandis qu'au **Niger**, le profil de besoins le plus commun est celui des ménages qui présentaient des **besoins non-satisfaits en EHA et en éducation**.

Cependant, ces besoins variaient sensiblement selon la région et le groupe de population.

Certains types de besoins étaient particulièrement prévalents dans les régions frontalières des trois pays, tandis que d'autres semblaient généralisables à l'ensemble des territoires évalués :

- Les ménages présentant un **besoin non-satisfait en sécurité alimentaire, en abris** et – à un moindre degré – **en protection**, étaient particulièrement concentrés dans les **régions frontalières** des trois pays et dans le **sud du Niger**.
- En revanche, les **besoins en EHA et en éducation** étaient **présents sur l'ensemble du territoire** des trois pays. C'est également le cas des besoins en **santé**, bien que ces derniers semblent plus présents et généralisés au Burkina Faso.
- Toutefois, les plus hautes proportions de ménages présentant des **besoins extrêmes non-satisfaits en EHA et en santé** restaient concentrées dans les **régions frontalières** des trois pays.

Ces résultats pouvaient présenter l'insécurité régnant dans les régions frontalières comme l'un des principaux déterminants des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire, en abris et en protection, directement liés aux conséquences des conflits armés : déficits de production alimentaire et l'accès restreint à la nourriture, et des proportions importantes de ménages déplacés vivant dans des abris d'urgence².

Si des **niveaux élevés de besoins en EHA, éducation et santé** pouvaient d'ores et déjà exister dans de nombreuses zones, les conflits et l'insécurité ont pu venir **intensifier** ces besoins, de façon directe (destruction ou fermeture des infrastructures) comme indirecte (accroissement de la pression sur les infrastructures existantes et barrières d'accès renforcées, en particulier pour les ménages déplacés)².

Les résultats des MSNA montrent des **différences** remarquables quant à l'amplitude et à la sévérité des besoins **des ménages déplacés par rapport aux ménages non-déplacés** :

- Au sein des trois pays, les **besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire et en abris** apparaissaient comme significativement **plus importants pour les ménages déplacés** que pour les ménages non-déplacés.
- **Sur les autres secteurs humanitaires, la proportion de ménages dans le besoin étaient à peu près égale au sein des groupes de population.** Seuls les besoins en EHA étaient légèrement prévalents chez les ménages déplacés au Burkina Faso et au Niger, par rapport aux autres groupes de population. Aussi, les besoins en éducation étaient plus prononcés chez les ménages déplacés que chez les ménages non-déplacés au Burkina Faso.

Ainsi, certains type de besoins non-satisfaits semblaient être plus déterminants et conduire à des niveaux de besoins extrêmes non-satisfaits, tels qu'ils ont pu être observés chez les ménages déplacés au Burkina Faso et au Niger :

- La proportion de ménages faisant face à des **besoins extrêmes non-satisfaits en abris** était considérablement plus élevée parmi les ménages déplacés que parmi les ménages non-déplacés au Burkina Faso et au Niger.
- De plus, au **Burkina Faso**, les **besoins extrêmes en sécurité alimentaire** étaient plus élevés parmi les PDI que parmi les populations non-déplacées.

Profils de besoins non-satisfaits les plus communs parmi les ménages, par pays :

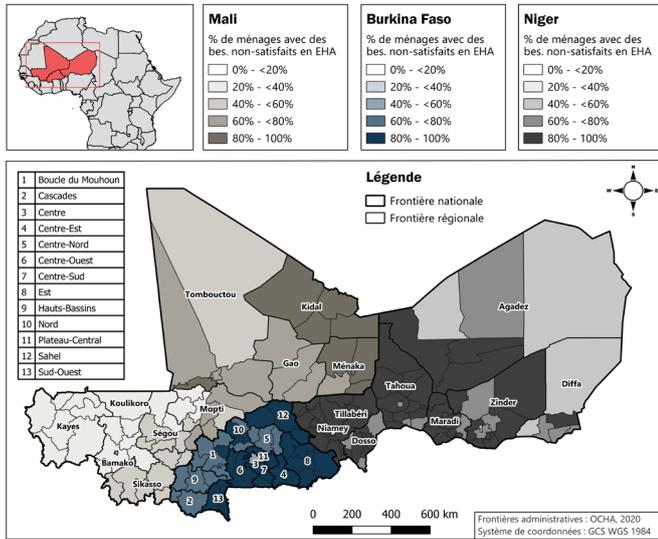
	EHA	Sécurité alimentaire	Abris	Protection	Santé	Éducation
Burkina Faso (13%)¹	✓				✓	
Mali (8%)				✓		
Niger (15%)	✓					✓

¹ Les pourcentages notés entre parenthèses dans ce tableau reflètent le pourcentage de ménages par pays correspondant au profil de besoins le plus commun.

² ACAPS, Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso (2019). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); World Food Programme (WFP), Conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire dans la région du Liptako-Gourma (Dakar, 2020). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); FEWS NET, Burkina Faso Food Security Outlook, February to September 2022 (2022). Disponible [ici](#) (consulté le 31 March 2022); REACH, Aperçu - WSC Light, Burkina Faso, Février 2022 (Geneva, 2022); REACH, Aperçu - WSC Light, Mali, Février 2022 (Geneva, 2022).

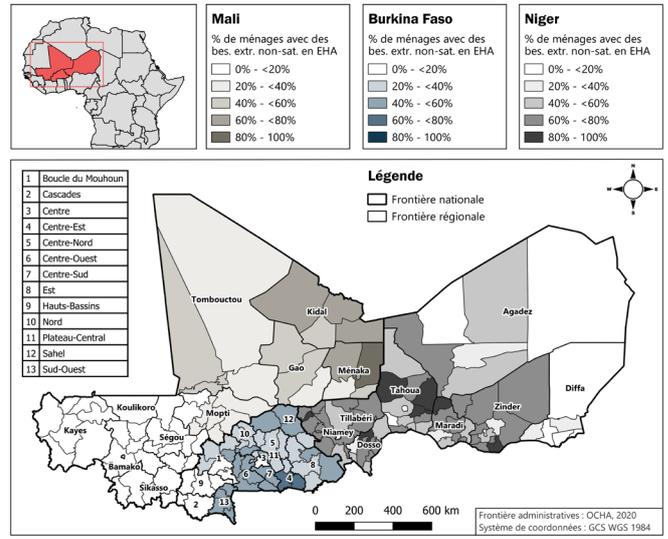
EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Pourcentage de ménages avec des besoins non-satisfaits en EHA (score de sévérité MSNI égal ou supérieur à 3) :



Mali 48% Burkina Faso 76% Niger 73%

Pourcentage de ménages présentant des besoins extrêmes en EHA (score de sévérité MSNi égal ou supérieur à 4) :



Mali 22% Burkina Faso 24% Niger 40%

AU BURKINA FASO, AU MALI ET AU NIGER, les résultats plaçaient le manque d'infrastructures d'assainissement comme un des déterminants majeurs des besoins en EHA. Lorsqu'interrogés sur l'installation sanitaire principalement utilisée, 19% des ménages du Mali et 20% des ménages du Burkina Faso rapportaient pratiquer la défécation à l'air libre. Au Niger, cette proportion s'élevait à 34% des ménages. Au Burkina Faso, le principal problème relatif aux infrastructures sanitaires était le manque d'installations sanitaires, mentionné par 56% des ménages ; tandis qu'au Mali, le manque d'hygiène dans ces installations (44%) ou l'absence de séparation homme-femme (32%) étaient mentionnés comme principaux problèmes. Les problématiques relatives aux infrastructures sanitaires n'ont pas été évaluées au Niger.

A l'échelle locale, des proportions importantes (majoritairement supérieures à 50%) de ménages pratiquant la défécation à l'air libre ont été recensées parmi les ménages déplacés du sud et de l'ouest du Niger, parmi les ménages non-déplacés de l'est du Mali ou encore parmi les ménages déplacés dans la région centre du Burkina Faso. Ce dernier constat constitue probablement un facteur déterminant du niveau « extrême » des besoins en EHA parmi ces groupes de population. A l'échelle nationale, la majorité des ménages

utilisait des sources améliorées d'eau potable comme principale source d'eau de boisson¹. Toutefois, **l'accès à l'eau semble rester un défi** : les temps d'attente importants au niveau des points d'eau, les longues distances à parcourir pour les atteindre ou encore leur nombre insuffisant étaient les principaux obstacles mentionnés par les ménages vis-à-vis de l'accès à l'eau. Seulement, 77% des ménages non-déplacés et 59% des ménages déplacés du Burkina Faso, et 73% des ménages au Mali, déclaraient avoir accès à une quantité d'eau potable suffisante.

Dans une région d'ores et déjà caractérisée par une présence insuffisante d'infrastructures d'EHA, les déplacements massifs de populations déclenchés par l'insécurité viennent apposer une pression supplémentaire sur les infrastructures sanitaires existantes dans les zones d'accueil. De plus, les restrictions de mouvement résultant de cette insécurité viennent également poser un défi quant à l'approvisionnement et la bonne maintenance de ces infrastructures. Ainsi, des besoins sévères (voire extrêmes) en EHA peuvent apparaître comme conséquences de ces diverses problématiques, tout en se constituant comme parmi les principales causes des taux importants de malnutrition, de morbidité et de mortalité observés dans certaines sous-régions de ces trois pays.

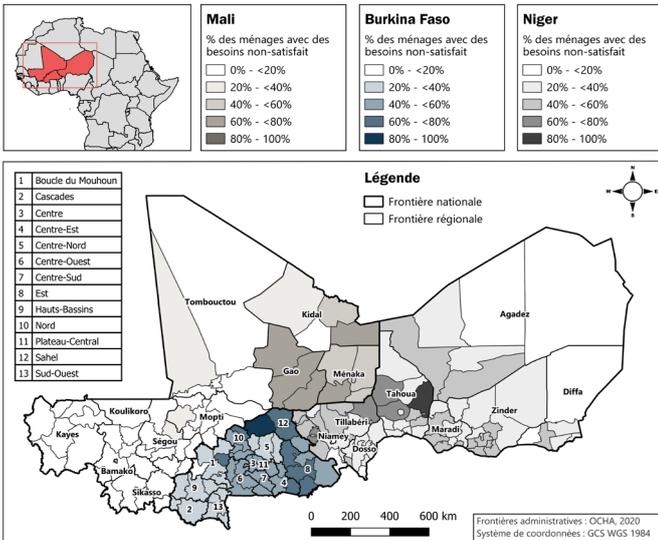
Pourcentage de ménages par groupe de population et phase de sévérité (besoins en EHA) :

	Burkina Faso					Mali					Niger				
	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1
Ménages non-déplacés	0%	23%	52%	2%	23%	0%	22%	26%	44%	8%	1%	40%	31%	4%	23%
Ménages déplacés (PDI)	0%	36%	55%	2%	7%	0%	23%	32%	42%	3%	12%	34%	44%	3%	7%
Ménages réfugiés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	3%	15%	57%	7%	17%
Ménages retournés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	0%	30%	47%	6%	17%

¹ REACH, Aperçu - WSC Light, Burkina Faso, Février 2022 (Geneva, 2022); REACH, Aperçu - WSC Light, Mali, Février 2022 (Geneva, 2022).

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Pourcentage de ménages dans le besoins en sécurité alimentaire (score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3) :



Mali 23% **Burkina Faso** 45% **Niger** 33%

ENTRE UN QUART et la moitié des ménages avaient des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire. La proportion de ménages avec des besoins non-satisfaits et la sévérité de ces derniers étaient plus importants chez les ménages déplacés. Au Burkina Faso, moins d'un ménage déplacé sur deux (46%) affichait un score de consommation alimentaire acceptable, contre environ les trois quarts parmi les ménages non-déplacés. De plus, 25% des ménages déplacés expérimentaient un niveau de faim modéré (sur l'[Echelle de la Faim](#)), et plus de 60% avait un « [Reduced coping strategies index](#) » (rCSI) modéré ou élevé. En parallèle, 32% des ménages non-déplacés et – seulement – 16% des ménages déplacés avaient un « [Livelihood Coping Strategies Index](#) » (LCSI) de niveau « crise » ou « urgence ».

Ce dernier constat peut s'expliquer par la capacité des ménages non-déplacés à adopter des stratégies d'adaptation afin de répondre à certains besoins, tandis que les ménages déplacés n'auraient pas (ou moins) accès à ces stratégies.

En matière de répartition géographique des besoins, les proportions les plus importantes de ménages avec des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire étaient situées dans les régions frontalières des trois pays.

Au Burkina Faso, plus de la moitié des ménages présentaient des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire dans six régions : au Sahel (78%), à l'Est (62%), au Centre-Ouest (59%), au Nord (55%), au Centre-Est (54%) et dans le Plateau-Central (50%). Dans ces mêmes régions, entre 70% et 90% des ménages déplacés avaient des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire, et à l'exception du Centre-Est, environ un tiers avaient des besoins extrêmes. Enfin, **même dans les zones où ces besoins semblaient moins prononcés pour l'ensemble de la population, 40% à 70% des ménages déplacés faisaient face à des besoins en sécurité alimentaire.**

Au Mali, les plus hautes proportions de ménages dans le besoin en sécurité alimentaire se trouvaient dans les régions de Gao (62%) et de Ménaka (57%), tandis qu'au Niger c'était le cas dans les régions de Tillabéri (48%), de Tahoua (39%) et de Diffa (38%). Dans ces trois régions du Niger, les besoins en sécurité alimentaire semblaient une fois encore plus élevés parmi les groupes de populations déplacées et réfugiées que parmi les ménages non-déplacés. De plus, respectivement 86% et 54% des ménages déplacés de Maradi et de Niamey présentaient des besoins non-satisfaits en sécurité alimentaire, alors même que les proportions de ménages faisant face à ces mêmes besoins semblaient plus faibles dans ces deux régions.

Ces résultats semblent s'aligner sur d'autres types d'analyse en matière d'insécurité alimentaire, qui indiquent elles aussi des niveaux d'insécurité alimentaire plus élevés dans le nord-est du Burkina Faso, dans l'est du Mali ainsi que dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi au Niger¹.

L'insécurité alimentaire continuer de se détériorer dans la région, et le nombre de personnes qui – selon les projections – se trouveront en situation d'insécurité alimentaire au cours de la prochaine période de soudure n'a de cesse d'augmenter dans les trois pays².

Les facteurs explicatifs de ce constat semblent être reliés à l'insécurité et ses conséquences sur la production alimentaire et le fonctionnement des marchés, les niveaux de productions inférieurs aux moyennes saisonnières, l'épuisement précoce des stocks alimentaires et une plus forte dépendance envers les marchés ; le tout étant encore aggravé par une hausse des prix des produits alimentaires de bases et une baisse des revenus des ménages. En conséquence, l'accès à la nourriture apparaît réduit parmi les ménages les plus pauvres ainsi que parmi les ménages déplacés, qui dépendent pourtant déjà significativement de la distribution d'aide humanitaire. Ce dernier constat est encore plus marqué dans les zones les plus touchées par l'insécurité, là où l'accès et la capacité à faire parvenir l'aide humanitaire sont le plus limités^{1,2}.

Pourcentage de ménages par groupe de population et phase de sévérité (besoins en sécurité alimentaire) :

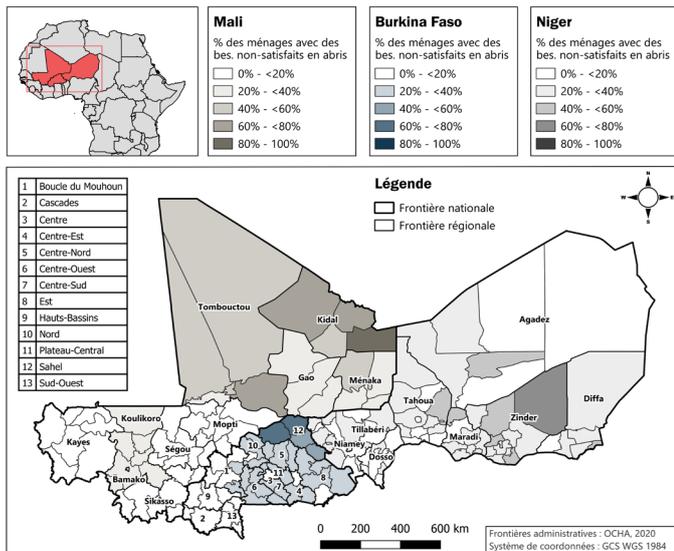
	Burkina Faso					Mali					Niger				
	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1
Ménages non-déplacés	0%	8%	36%	8%	48%	0%	2%	21%	45%	32%	1%	1%	29%	12%	56%
Ménages déplacés	1%	24%	44%	18%	14%	1%	2%	36%	48%	13%	2%	4%	50%	13%	32%
Ménages réfugiés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	1%	1%	43%	17%	39%
Ménages retournés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	0%	1%	46%	11%	42%

¹ Cadre Harmonisé, Food and Nutrition Situation in the Sahel, West Africa and Cameroon (2021). Available [here](#) (accessed 31 March 2022); Cadre Harmonisé, Food and Nutrition Situation in the Sahel, West Africa and Cameroon (2022). Available [here](#) (accessed 31 March 2022); comparer également avec FEWS NET [Burkina Faso](#), [Mali](#) and [Niger](#).

² Cadre Harmonisé, 2021. Cadre Harmonisé, 2022.

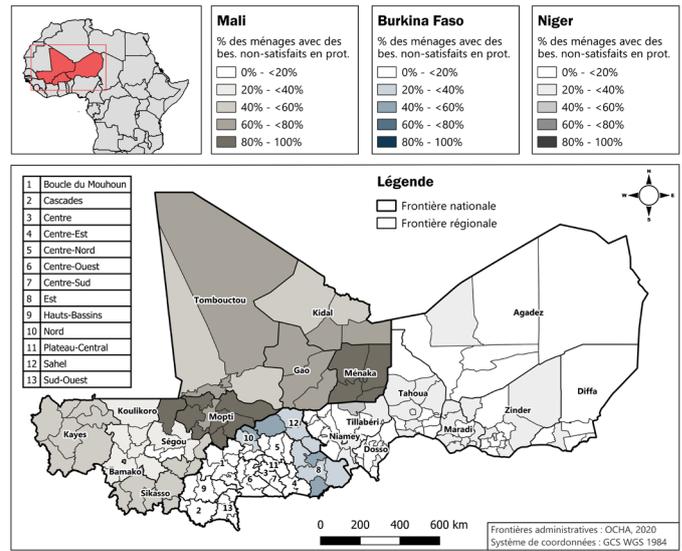
ABRIS ET PROTECTION

Pourcentage de ménages dans le besoin en abris (score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3) :



Mali **30%** Burkina Faso **24%** Niger **31%**

Pourcentage de ménages dans le besoin en protection (score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3) :



Mali **59%** Burkina Faso **13%** Niger **17%**

DES NIVEAUX IMPORTANTS de besoins non-satisfaits en abris semblaient exister parmi les groupes de population déplacée, réfugiée et retournée.

Au Burkina Faso, 72% des ménages déplacés présentaient des besoins non-satisfaits en abris, contre 40% au Mali. Au Niger, cette proportion atteignait 84% pour les ménages déplacés, 80% pour les ménages réfugiés et 70% pour les ménages retournés, contre entre 20% et 30% pour les ménages non-déplacés des trois pays.

Par ailleurs – tout comme les besoins en EHA – les besoins non-satisfaits en abris semblaient être parmi les principaux déterminants des niveaux « extrêmes » de besoins, en particulier parmi les ménages déplacés, réfugiés et retournés. Dans les régions situées au nord-est du Burkina Faso, 80% de ménages présentaient des besoins non-satisfaits en abris, et la proportion de ménages déplacés faisant face à des besoins extrêmes en

abris atteignait 69% dans la région du Centre-Nord. Au Mali, la proportion de ménages déplacés affichant des besoins non-satisfaits en abris atteignait 82% à Bamako, et restait généralement élevée à Kidal (67%), Tombouctou (54%) et Ménaka (33%). Au Niger, entre 70% à 95% des ménages déplacés, réfugiés et retournés présentaient des besoins non-satisfaits en abris dans les régions de Diffa, Niamey, Maradi, Tahoua et Tillabéry.

Ces besoins sont en grande partie expliqués par des proportions élevées de ménages qui vivaient dans des abris d'urgence, non-durables ou endommagés. Au Burkina Faso, environ la moitié seulement des ménages déplacés (52%) ont déclaré vivre dans une maison construite (« en dur »). D'autre part, la majorité des ménages non-déplacés (98%) ainsi que 26% des ménages déplacés (qui vivaient dans une maison) ont déclaré que leur maison était endommagée.

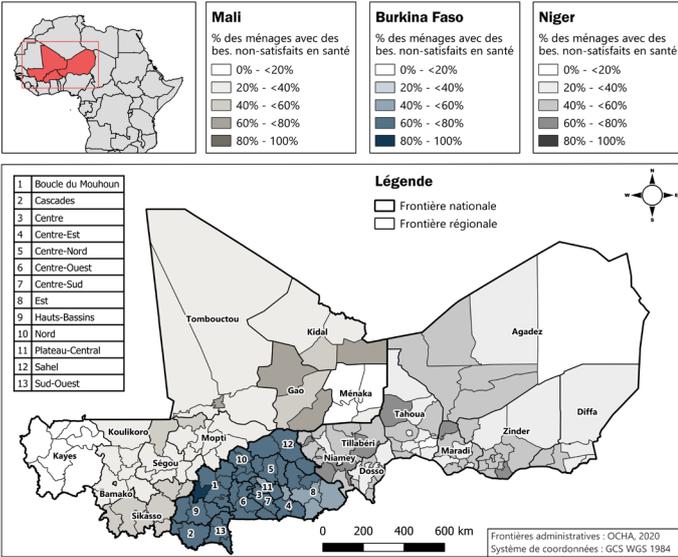
Les niveaux réels de besoins en matière de protection sont difficiles à évaluer au niveau des ménages. Néanmoins, **certains résultats semblaient pointer du doigt d'importants niveaux de besoins non-satisfaits en protection** : dans l'est du Mali, jusqu'à 95% des ménages rapportaient s'inquiéter pour leur sécurité.

Pourcentage de ménages par groupe de population et phase de sévérité (besoins non-satisfaits en abris) :

	Burkina Faso					Mali					Niger				
	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1	4+	4	3	2	1
Ménages non-déplacés	0%	2%	18%	36%	43%	5%	11%	14%	13%	58%	1%	6%	18%	11%	64%
Ménages déplacés	0%	54%	18%	15%	12%	5%	14%	21%	21%	39%	0%	38%	46%	6%	9%
Ménages réfugiés	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	0%	37%	43%	5%	14%
Ménages retournés	NA	NA	NA	NA	0%	NA	NA	NA	NA	NA	2%	38%	30%	6%	24%

SANTÉ ET ÉDUCATION

Pourcentage de ménages dans le besoin en santé (score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3) :



Mali **30%** Burkina Faso **68%** Niger **39%**

LES RÉSULTATS en matière de nutrition se sont significativement détériorés sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans la sous-région du Sahel central et la zone des « Trois frontières » entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Une fois encore, les principales causes semblaient se rattacher à la détérioration de la situation sécuritaire, à la fermeture de plusieurs centres de santé et à l'interruption des services de santé et de nutrition.

En novembre 2021, la malnutrition aiguë avait atteint des niveaux d'urgence (phase 4 du CH) dans certaines zones de Tombouctou, Koulikoro, Kayes et Ségou au Mali, ainsi qu'à Diffa, au Niger¹. Au Burkina Faso, l'analyse du IPC sur la malnutrition aiguë mise en œuvre à la même période indiquait une phase « urgence » (phase 4 de l'IPC) dans cinq provinces du nord-est du pays et une phase « crise » (phase 3 de l'IPC)².

Couplée à des niveaux des besoins en EHA à la fois importants et sévères, l'existence généralisée de besoins non-satisfaits en matière de santé – bien souvent résultats de contraintes d'accès marquées aux infrastructures de santé – se constitue en facteur déterminant de la détérioration de la situation nutritionnelle (et probablement sanitaire). Les prix excessifs des consultations médicales (ou des médicaments) ont été mentionnés comme une barrière majeure à l'accès aux soins par plus d'un tiers des ménages de la majorité des régions des trois pays ; de plus, ce dernier constat était une fois encore prévalent parmi les ménages déplacés, par rapport aux ménages non-déplacés.

Ainsi, les besoins en santé sont généralisés sur l'ensemble de la sous-région, avec une proportion toujours plus importante de ménages possédant des niveaux extrêmes de besoins non-satisfaits en santé située dans les régions frontalières des trois pays.

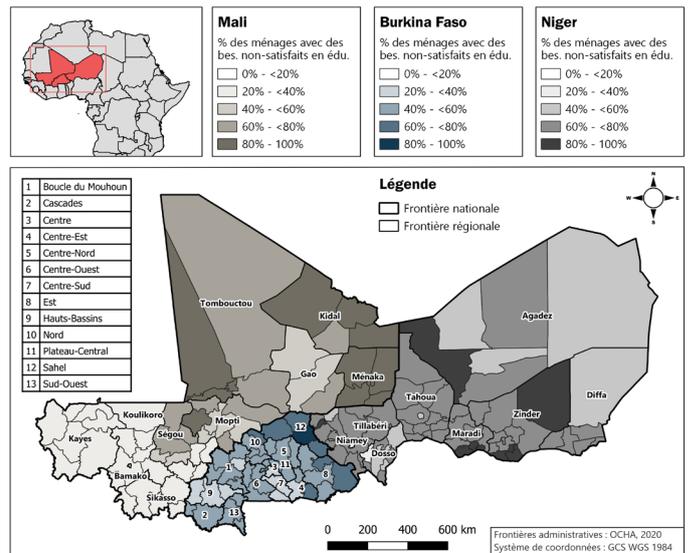
Principalement liés à de fortes proportions d'enfants en âge scolaire ne fréquentant pas l'école, les besoins non-satisfaits en éducation semblaient également généralisés sur l'ensemble de la sous-région. Au Niger, 59% des ménages rapportaient avoir au moins un enfant en âge scolaire (6-17 ans) qui ne fréquentait pas régulièrement l'école ; ce même fait était rapporté par la majorité des ménages dans toutes les régions du Mali, à l'exception de Bamako, Kayes, Koulikoro et Sikasso.

Au Burkina Faso, la fréquentation scolaire était significativement plus faible parmi les ménages déplacés que parmi les ménages non-déplacés. Au Niger, dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, entre 60% à 80% des ménages déplacés rapportaient avoir au moins un enfant en âge scolaire qui ne fréquentait pas l'école ; parmi les ménages non-déplacés, c'était le cas de 35% à 55% des ménages.

Au Mali, entre 60% et 90% de l'ensemble des ménages rapportait au moins un enfant en âge scolaire ne fréquentant pas l'école dans les régions particulièrement affectées par l'insécurité : à Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou. Dans la majorité des autres régions, à l'exception de Bamako et Mopti, la proportion de ménages déplacés qui rapportait avoir au moins un enfant en âge scolaire qui ne fréquentait pas l'école était plus élevée que cela de ménages non-déplacés.

Des besoins non-satisfaits en matière d'éducation étaient d'ores et déjà ancrés au sein de la sous-région. Les conflits et les conséquences de l'insécurité sont venus renforcer ces besoins, et bien souvent de façon accrue parmi les populations déplacés.

Pourcentage de ménages dans le besoin en éducation (score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3) :



Mali **55%** Burkina Faso **42%** Niger **56%**

¹ Cadre Harmonisé, Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë courante en octobre-décembre 2021 et projetée en juin-août 2022 (2021). Available [here](#) (accessed 31 March 2022).

² FEWS NET, Burkina Faso Food Security Outlook, February to September 2022 (2022). Available [here](#) (accessed 31 March 2022).

³ ACAPS, Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso (2019). Available [here](#) (accessed 31 March 2022).

PARTENAIRES

FINANCÉ PAR :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Funded by
European Union
Civil Protection
and Humanitarian Aid



MIS EN ŒUVRE AVEC :



OCHA



À propos de REACH: REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).